



# Rapport d'activité 2021

---

## Perspective 2022



L'AEFR est née en mai 2021 du rapprochement entre l'AEF et l'EIFR. Les membres des deux associations ont, dans leur majorité et en accueillant de nouveaux membres, souhaité fusionner pour mener une action conjointe de réflexion et de propositions sur la réglementation et l'organisation des services financiers en Europe. *Think tank* réunissant initialement 41 institutions - régulateurs (5), établissements français et étrangers de la banque (16), de l'assurance (5) et de la gestion d'actifs (3), entreprise de marché (1), cabinets d'avocats (3) et de conseil (3), entreprises non financières (3), associations professionnelles (2) - et des personnalités qualifiées (3), l'AEFR est établie autour de 4 activités : production de *debate papers* pour ouvrir ou élargir les débats sur des problématiques d'actualité ou de prospective relatifs à la réglementation financière et au développement des services financiers en Europe et dans le monde ; forum d'échanges entre institutions et entreprises membres sur les grandes évolutions financières et les enjeux sectoriels ; expertise sur la régulation financière au travers de l'organisation de manifestations sur des thématiques réglementaires et d'évolution des métiers financiers ; et maison d'édition de la Revue d'Economie Financière (REF).

Les 4 activités ont chacune leur logique et objectif propres. Pour autant, la matière sous-jacente est très largement la même. Il existe donc, tant sur la nature des sujets à aborder que sur l'articulation des travaux, des passerelles et des dynamiques naturelles permettant de démultiplier utilement des angles d'approche, comme le récapitulatif des thématiques évoquées ou traitées ci-dessous le montre. Ainsi, par exemple, un *debate paper* pourra faire l'objet d'une valorisation transversale au travers des autres activités de l'AEFR : discussion en forum, présentation dans une manifestation expertise spécifique ou sur une thématique connexe, intégration dans un numéro REF sur un thème lié ; parallèlement un forum pourra faire émerger des sujets à creuser dans la logique *debate paper* ou expertise. L'AEFR s'attache à une utilisation optimum des savoirs et des compétences mises à sa disposition au sein des comités d'orientation.

Durant ses 7 premiers mois d'activité sur 2021, l'AEFR a prolongé le rythme de conduite des activités issues de l'AEF (publication de la REF) et de l'EIFR (expertise sur la réglementation financière), initié l'activité *debate papers* et relancé l'activité forums. Elle a également progressé dans son organisation opérationnelle en structurant son fonctionnement.

## REALISATIONS 2021

### Avancement des 4 activités

Afin d'articuler les travaux des activités, le Groupe de coordination, regroupant les présidents des 4 conseils d'orientation et la présidence et direction de l'association, s'est réuni à 4 reprises.

#### ***Debate papers***

La réunion du Conseil d'orientation le 5 octobre sous la présidence de Benoît Coeuré a permis de préciser l'orientation des *debate papers* : la programmation doit être « agile », nécessitant réactivité et adéquation avec l'actualité ; l'orientation est celle d'un « débat », sans nécessairement recherche de consensus ; la dimension de la réflexion et de la diffusion est clairement européenne ; les papiers (d'une quinzaine de pages, hors résumé et annexes, directement en anglais ou traduits en anglais) pourront être rédigés en 2 temps, avec un document consultatif pour alimenter un débat et un éventuel approfondissement avec les membres du CO ; les papiers ne porteront pas en priorité sur les sujets d'actualité immédiate (ex : Bâle 3,

Solvabilité 2), qui sont largement pris en charge pour la négociation par les associations professionnelles concernées, sauf à identifier un angle spécifique.

La première discussion a également permis de faire émerger un certain nombre de thématiques d'intérêt partagé pouvant justifier la rédaction de *debate papers* en 2022 ou un peu plus tard :

- . la gouvernance des normes extra-financières, particulièrement climatiques, et les enjeux de souveraineté européenne
- . la transformation des paiements et les perspectives de la monnaie digitale
- . les enjeux et obstacles à la finalisation de l'Union bancaire
- . les conditions à la mise en œuvre de la CMU : objectif et gouvernance, degré d'intégration recherché, cas d'usage attendus
- . la finance verte : soutien de la réglementation / traitement différencié des investissements verts (*green supporting factor*), cohabitation entre une finance européenne exigeante (objectifs très larges de *disclosure*, double matérialité) avec une finance américaine plus pragmatique, besoin réel et pertinence d'une taxonomie européenne, le financement de la transition et non des seuls actifs verts, la chaîne des données (normalisation, production, exploitation, diffusion) qui influenceront in fine sur la réputation des entreprises, le rôle des banques centrales, l'encadrement des agences de notation extra-financières, le passage de l'appétence à l'ESG à des investissements effectifs de nature ESG ...
- . l'assurabilité des très grands risques systémiques (climat, cyber, santé, ...) : profondeur de l'offre privée et publique de couverture
- . l'intérêt d'une Union européenne de l'assurance
- . l'environnement des taux bas : comment redonner une valeur au temps ?

Les thèmes retenus pour les premiers *debate papers* sont les suivants :

- . la finance durable
- . la CMU
- . l'assurabilité des grands risques
- . les perspectives offertes par la monnaie numérique de banque centrale.

Chaque thème sera traité par un petit groupe de 4-5 membres, sous le pilotage plus particulier de l'un d'entre eux.

### **Expertise Régulation financière**

L'AEFR aura en 2021 monté 22 manifestations : 9 sous le label EIFR jusqu'en mai et 13 sous la nouvelle enseigne AEFR à partir de juin. Il s'agit de 6 matinales (session de 1h30 autour d'une personnalité intervenant es qualité ou après publication d'un rapport ou d'un travail académique), 12 ateliers (format de 2h30 intégrant typiquement un cabinet de conseil, un régulateur et un/deux acteurs du marché financier), 3 séminaires (réunion d'une demi-journée réunissant une huitaine d'intervenants), et 1 conférence (webinaire) en partenariat avec l'Institut Louis Bachelier.

Ce nombre légèrement plus faible que le nombre de manifestations organisées par l'EIFR les années précédentes (29 en 2020 et 27 en 2019) s'explique essentiellement par les perturbations liées aux nouvelles conditions de travail issues de la crise sanitaire (obligation sur une bonne partie de l'année du recours au format webinaire rendant plus difficile la tenue de réunions longues), de même que par les travaux de structuration de l'AEFR qui ont diminué la disponibilité pour l'organisation des manifestations.

Ces réunions (liste en annexe) ont couvert les principales thématiques réglementaires d'actualité et les différents secteurs financiers, comme le montre la présentation matricielle de suivi croisant les grandes rubriques thématiques (réglementation générale, risques, conformité, juridique, gestion interne, Europe, finance durable, financement, indices, ...) avec les secteurs cibles (banque, assurance, gestion d'actifs, entreprises d'investissement, entreprises non financières et fintechs). Un cycle spécifique de matinales

faisant intervenir des responsables de la supervision (en 2021, le Secrétaire général de l'ACPR, le Directeur exécutif de l'Autorité Bancaire Européenne, le Représentant permanent de la BCE à Bruxelles) a été initié et se poursuivra en 2022.

La fréquentation est demeurée en 2021 encore très morcelée entre les différents publics (banques, groupes d'assurance, sociétés de gestion de portefeuille, corporates, cabinets de conseil et d'avocats, régulateurs/superviseurs, autres autorités publiques, associations professionnelles, monde académique ...). Parmi les professionnels de la finance, le secteur de la banque demeure largement le plus représenté, puis la gestion et enfin l'assurance, conformément à la nature des sujets couverts et à la composition des établissements adhérents à l'EIFR puis l'AEFR.

Les manifestations étant désormais gratuites pour tous les collaborateurs des institutions membres de l'AEFR, les recettes étaient logiquement attendues en diminution, puisque seuls les participants des autres établissements sont maintenant facturés. La fréquentation, satisfaisante sur les premiers mois de l'année, est en-deçà de l'attente en fin d'année, avec plusieurs facteurs explicatifs : la réticence aux manifestations en présentiel par habitude prise du distanciel ou par inquiétude résiduelle sur le présentiel, la multiplication de manifestations parallèles organisées par différents acteurs de la Place (cabinets d'avocats et de conseil, régulateurs, associations professionnelles ...), ou la faible disponibilité des professionnels pour assister à des séances d'information sur les évolutions réglementaires. Il est souhaitable que l'offre de l'AEFR soit plus largement diffusée au sein des établissements membres : les collaborateurs de ces établissements ne peuvent bien sûr tous être touchés en direct, et ne sont ainsi pas toujours informés, même au sein des filières Risques / Conformité / Juridique, des manifestations qui leur sont accessibles gratuitement.

Le Conseil d'orientation tenu sous la présidence d'Alain Papiasse le 7 octobre a été l'occasion d'un échange sur les thématiques réglementaires d'actualité : défis de la finance durable (portée incitation/contrainte de la régulation, indisponibilité de l'information, fragmentation de la capacité de mesure en fonction de la taille des entreprises, introduction progressive du risque climatique dans les dossiers de crédit, rôle des agences de notation, objectif de souveraineté européenne sur les normes, risques de greenwashing, rôle et responsabilité des administrateurs, lenteur de la mise en place des normes/taxonomie ...), finalisation de l'Union bancaire, impact des normes comptables (normes sectorielles cf. IFRS 17 pour l'assurance, articulations normes comptables/prudentielles), sujets de conformité (portée de la fonction, défi d'une gestion homogène des règles [ex : données personnelles, agrément/licences] dans un groupe multi-juridictions, renforcement continu des règles LAB ...), défis induits (compétitivité, surveillance) par les différences réglementaires entre zones ...

### **Forums**

Ils ont été définis, sur le modèle initié par l'AEF, comme des sessions d'échange entre institutions et entreprises membres de l'AEFR, représentées au niveau Direction, sur les grandes évolutions financières et les enjeux sectoriels ; ces sessions sont réservées aux membres et tenues sous forme "*Chatham House*" (pas de divulgation de contenu nominatif, le participant demeurant libres d'utiliser les informations reçues, sans en révéler l'origine).

Le Conseil d'orientation tenu le 1<sup>er</sup> octobre sous la présidence de Didier Valet a fait émerger un intérêt pour plusieurs thématiques :

- . Finance verte : taxonomie et données / stress-tests et trajectoire pour les acteurs financiers
- . Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC) : pourquoi faire ?
- . Bigtech/Fintech vs acteurs traditionnels
- . Union des Marchés de Capitaux : souveraineté, compétitivité et réciprocité
- . Assurance/réassurance : existe-t-il des problèmes de capacité sur les risques nouveaux /extrêmes (climat, cybersécurité...) et quel impact pour les entreprises ?

Le premier Forum de l'AEFR s'est ainsi tenu le 1er décembre dans les locaux de Sopra Steria à l'invitation de Pierre Lahbabi, CEO de Galitt (Groupe Sopra Steria), sur la thématique « Monnaie Numérique de Banque Centrale et *stablecoins* ». Il a permis de réunir une vingtaine d'institutions membres de l'AEFR pour un échange privilégié autour des interventions de Denis Beau, Premier Sous-Gouverneur de la Banque de France, et de Jean-Michel Pailhon, Chief of Staff de Ledger, opérateur d'échanges de crypto-actifs. Un prochain Forum se tiendra au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 sur la thématique de la finance durable.

## **REF**

En 2021, les publications ont été les suivantes :

- . n° 141 « La dette dans les pays émergents et en voie de développement » (1-2021)
- . n° 142 « L'avenir de l'intermédiation financière » (2-2021)
- . n° 143 « Le financement de la santé » (3-2021)
- . n° 144 « Les doctrines des banques centrales » (4-2021, paru au 1-2022).

En 2022, 4 numéros sont programmés :

- . n° 145 « La recomposition du système financier international » (2-2022)
- . n° 146 « La soutenabilité de la dette publique » (2-2022)
- . n° 147 « Le financement de la transition énergétique » (3-2022)
- . n° 148 « Le post-Brexit » (4-2022).

La production d'une version entièrement en anglais du n°144 a été réalisée.

Pour 2023, le Conseil d'Orientation de la REF tenu le 26 novembre sous la présidence du Gouverneur de la Banque de France a retenu 4 thématiques (titres provisoires) principales : les cryptoactifs, le financement des PME, le financement de la dépendance, le financement des biens public mondiaux ; par ailleurs, les thèmes de l'inflation et des inégalités pourraient être considérés.

A l'occasion de la parution du numéro 142 de la REF, une conférence-débat sur « Les nouveaux enjeux de l'intermédiation financière », modérée par E. Lechypre (BFM Business), a été organisée le 13 septembre et a réuni une cinquantaine de personnes en présentiel.

## **Structuration de l'AEFR en 2021 et début 2022**

Les principaux travaux de structuration de l'AEFR ont porté sur les domaines suivants :

- . Ressources humaines - L'AEFR est animée par une très petite équipe (4,5 ETP hors contrat temporaire, plus deux bénévoles). Dans la logique de gain d'efficacité et de mutualisation de la fusion entre l'AEF et l'EIFR, une mise à plat des fonctions a été réalisée dans l'optique d'un équilibre, d'un décloisonnement, et d'une transversalité des ressources. C'est ainsi que les fonctions support de comptabilité, communication, et secrétariat général ont été transversalisées. L'alignement des dispositifs sociaux a été initié, mais demeure à finaliser sur quelques points (congrés, mutuelle complémentaire ...).
- . Locaux - Le rapprochement physique des équipes a été contraint par le bail liant l'AEF jusqu'à la fin juillet 2022. Néanmoins, plusieurs démarches exploratrices ont été effectuées, en solo ou en partenariat avec d'autres associations. La recherche devrait aboutir dans les prochaines semaines pour une installation durant l'été ou à la rentrée 2022.
- . Site internet - Chacune des deux associations d'origine disposait d'un site intégrant, au-delà de l'affichage de son actualité propre, des fonctionnalités spécifiques de back-office : commande des numéros de la REF pour l'AEF ; diffusion d'invitations en nombre aux manifestations, suivi des inscriptions et facturation pour l'EIFR. Un travail d'analyse a été conduit avec chacun des prestataires existants pour une définition de

l'architecture du site cible. Une mission de réalisation d'un site intégré a été confiée début 2022 à la société Aouka, prestataire du site de l'AEF. Un site intégré devrait être disponible fin juin 2022 avec une visibilité et une ergonomie améliorées.

- . Revue - Une modernisation des process d'édition est à l'étude.
- . Communication - Un nouveau logo et une nouvelle charte graphique ont été établis. Sur cette base, différents supports de communication (trame pour documents d'information sur les différentes manifestations, plaquette de présentation, kakemono utilisable lors de manifestations) ont été mis au point. Dans une *baseline* encore évolutive, l'AEFR se définit comme :

« *Un think tank et une voix pour :*

- . *une régulation financière européenne solide, équilibrée et compétitive*
- . *le développement de services financiers en faveur d'une économie moderne et de la transition écologique en Europe et dans le monde »*

L'AEFR a entamé une démarche de plus grande visibilité sur les réseaux sociaux (LinkedIn et Twitter) : annonce des manifestations et courte restitution des principaux éléments de contenu.

Dans le prolongement des publications de l'EIFR, une newsletter mensuelle a été mise au point pour reprendre l'actualité de l'association (information résumée sur les manifestations tenues et prévues, sur les sorties de la REF et sur certains points d'actualité réglementaire) : le premier numéro de La Lettre de l'AEFR est ainsi sorti à la mi-mars. De même, Les Cahiers de l'AEFR à périodicité quadrimestrielle permettront la restitution des présentations et échanges dans les manifestations tenues.

L'AEFR s'est enfin équipé d'une caméra qui devrait permettre la réalisation de manifestations en format hybride présentiel/distanciel, nécessaire pour répondre à une demande forte du public de l'AEFR ou, lors de la réalisation de manifestations communes, d'associations partenaires ayant une large partie de leurs adhérents en province.

## Etats financiers 2021

Les comptes 2021 intègrent les flux relatifs spécifiquement à l'AEF et à l'EIFR jusqu'à la fusion le 26 mai 2021, et les flux de la structure AEFR (juridiquement la continuation de l'entité juridique EIFR) depuis cette date. La comparaison avec l'année 2020 pour laquelle n'apparaissent que les chiffres de l'EIFR n'est ainsi pas significative ; un proforma de comptes combinés 2021 n'a pas à ce stade été réalisé, mais pourra l'être pour permettre d'apprécier l'évolution de l'activité de l'AEFR sur 2021.

L'AEFR enregistre pour l'année 2021 un résultat d'exploitation de 125,2 K€, soit un différentiel positif de 105,2 K€ par rapport au résultat courant estimatif de 20,0 K€ établi lors de la fusion. Ce différentiel s'explique par :

- . des produits d'exploitation de 827,0 K€ supérieur de 69,8 K€ au budget de 757,3 K€
  - . cette évolution est essentiellement due principalement à une écriture de 74,2 K€ de reprises et transferts de charges, compensée pour une large part par une dotation aux provisions de 49,6 K€, soit un différentiel positif de 24,6 K€
  - . les cotisations apparaissent à 485 K€ quasiment au niveau budgeté de 488 K€ (après réfaction de 3 K€ pour un membre en raison d'un impératif budgétaire formel)
  - . les ventes de marchandises (abonnements de la REF) et l'activité numérique (REF) les facturations de l'activité Expertise sont de façon globale très sensiblement au budget
  - . la subvention du Trésor est naturellement enregistrée au niveau attendu et budgeté de 200,0 K€
- . des charges d'exploitation de 701,9 K€, inférieures de 35,9 K€ au niveau budgeté de 737,3 K€, avec :  
en positif :

- . une provision de 50 K€ pour les debate papers non consommée, en raison du démarrage effectif de l'activité en 2022
- . les charges de personnel (salaires et traitements, et charges sociales) budgétées à 420,2 K€ s'établissant à 397,3 K€, inférieures de 22,9 K€
- . les honoraires d'expertise comptable et de commissariat aux comptes s'élevant à 24,9 K€ au lieu de 26,4 K€ prévus

en revanche :

- . la maintenance des équipements en propriété s'élève à 20,7 K€ au lieu des 13,5 K€ budgétés
- . les loyers budgétés à 88,1 K€ se sont en réalité élevés 5,5 % plus haut à 92,9 K€
- . les frais postaux s'élèvent à 7,0 K€ au lieu de 3,0 K€
- . les impôts et taxes s'élèvent à 2,7 K€ au lieu des 2,0 K€ envisagés
- . l'écriture susmentionnée de dotation aux provisions porte sur 49,6 K€

pour le reste, les éléments opérationnels d'activité ont peu évolué.

Cette comparaison du résultat effectif avec un budget proforma établi sous forme analytique en mai 2021 a une signification assez limitée, plus limitée en toute hypothèse que sera la comparaison entre les états financiers 2022 sur année pleine par rapport à l'année de démarrage 2021. On ne note pas en tout cas d'évolution particulièrement interpellante, et on peut retenir pour l'essentiel une activité largement bénéficiaire, très largement due au décalage du lancement de l'activité debate papers et, de façon liée, à un niveau de charge de personnel inférieur au niveau budgété qui intégrait une ressource partielle pour cette nouvelle activité.

Les éléments de bilan n'appellent pas de commentaire spécifique, en dehors du très bon niveau de trésorerie, pour partie lié à la perception en fin d'année de la seconde tranche de la subvention du Trésor.

## PERSPECTIVES 2022

### Debate papers

Robert Ophèle, qui a bien voulu prendre la présidence du Conseil d'orientation des debate papers à la suite de Benoît Coeuré, a réuni un CO le 17 mars au cours duquel ont été confirmés les axes de réflexion sur les 4 thématiques retenues pour les premiers *debate papers* :

- . La Monnaie Numérique de Banque Centrale, sous le pilotage de François-Régis Benois
  - objectif général : analyser les interactions/adhérences entre MNBC et *stablecoins*, vulgariser les macro-cas d'usage (substitut au cash, paiement international, programmabilité) et leurs implications pour les acteurs, appréhender les enjeux réglementaires et implications normatives
  - portée : ne pas négliger le volet *wholesale* ; ne pas développer le volet macro/équilibre financier (substitution aux dépôts) ; aborder les nombreux et importants aspects réglementaires (notamment LAB) ; insérer la réflexion dans le calendrier des travaux en cours (proposition législative européenne à l'horizon 2023)
- . L'assurabilité des grands risques, sous la coordination de Stéphane Cossé
  - la réflexion se justifie par l'accroissement de l'amplitude et de l'ampleur des grands risques sous l'effet de la mondialisation, de la digitalisation de l'économie et du changement climatique, induisant un passage de risques « de fréquence » vers des risques « d'intensité »
  - le travail intégrera des réflexions de nature largement structurelle : le principe même de l'assurance (détermination du dommage, remise en cause du raisonnement statistique ?), les limites de l'assurabilité de certains risques (notamment du risque cyber, analysé récemment par le HCJP), le partage des risques entre secteur public (avec risque d'aléa moral) / privé (notamment au travers des captives) / mixte (dispositif CatNat)
  - les nouvelles fréquence/intensité/nature de risques pourraient aboutir à remettre en cause certains fondements de Solvency 2 (horizon de solvabilité à 1 an pour le calcul du SCR) ; un volet réglementaire devra ainsi être intégré dans l'analyse
- . La finance durable, sous le pilotage de Fabrice Demarigny

- 3 axes d'analyse à traiter : data (données sources à normaliser pour la production d'une information durable fiable et comparable), *consistency* (s'assurer de la cohérence réglementaire de l'information durable et de sa gouvernance), et *Capital markets* (analyse de l'impact de l'information durable sur le fonctionnement des marchés de capitaux et de l'émergence d'un écosystème de l'information durable)
  - le fil rouge de la réflexion pourrait ainsi être articulé autour de la gestion (calibrage et gouvernance) de la donnée et son impact sur le fonctionnement des marchés financiers
- . La CMU, sous le pilotage de Delphine d'Amarzit
- la proposition de réflexion est volontairement focalisée sur l'épargne *retail* : constat d'une contribution au financement de l'économie moindre qu'aux EU, identification des barrières à la circulation transfrontière aux différents stades (émission et post-émission), dimensions (fragmentation du *post-trade*, impact réel de la protection des investisseurs issue de MiFID, distribution avec une différenciation distribution classique et néo-brokers), et origine (réglementaire, industrielle, culturelle ...)

Les groupes de travail sont constitués, les rapporteurs identifiés, et les premières séances de travail en cours de programmation, pour une production à l'été 2022.

### **Forums**

Un Forum sur le thème « Finance verte : comment accélérer la transition énergétique ? » s'est tenu le 16 mars avec un panel regroupant, sous l'animation de Didier Valet, le Directeur général du Trésor, la Directrice générale adjointe de Tikehau Capital, et le Vice-Chairman de Blackrock.

Un autre Forum en cours d'organisation se tiendra dans le courant du deuxième trimestre.

### **Expertise**

Le Conseil d'Orientation de l'activité Expertise s'est réuni à 2 reprises les 10 janvier et 20 avril pour un échange sur les principales thématiques réglementaires à aborder au cours des Matinales, Ateliers ou Séminaires de l'AEFR, et bâtir ainsi le projet (évolutif) de programme 2022 présenté en annexe. Dans les 2 séances, les discussions ont fait émerger des thèmes innovants ou plus classiques mais reflétant toujours les priorités d'attention dans les secteurs de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs, sans oublier l'univers des entreprises clientes du secteur financier.

Ce sont ainsi plus de 30 manifestations qui devraient être organisées sur 2022, en plus d'une Conférence spécifique prévue pour le mois d'octobre pour dresser le bilan de la présidence française de l'Union européenne.

### **REF**

La parution de la REF s'est poursuivie début 2022 au rythme trimestriel. Le n° 144 sur « Les doctrines des banques centrales » est paru au premier trimestre, en français et en version anglaise.

Une conférence REF, organisée le 24 février dans les locaux de l'Académie de Médecine sur « Le financement de la santé » dans le sillage de la parution du n° 143 sur ce même thème, a réuni un panel de spécialistes de l'économie de la santé.



## Manifestations 2021

### EXPERTISE

- [14/1](#) - Atelier - Révision Solvency 2 : Quels progrès pour l'investissement long terme des assureurs ?
- [20/1](#) - Atelier - Lignes directrices de l'ABE sur l'octroi et le suivi des prêts : quels impacts sur le modèle opérationnel des banques ?
- [4/2](#) - Atelier - Transition IBOR, FRTB : Quelles réglementations pour les marchés ?
- [18/3](#) - Atelier - *Conduct risk* : les meilleurs comportements pour protéger les clients et les marchés
- [24/3](#) - Matinale - Pilotage de la transformation digitale dans les entreprises : un nouvel axe de la gouvernance (Valérie Pilcer, auteur du livre « Gouvernance responsable et société digitale »)
- [25/3](#) - Séminaire - Le marché des NEU CP : situation un an après la crise de mars 2020 et perspectives post-Brexit
- [8/4](#) - Atelier - Entreprises d'investissement : quelle transposition pour la réglementation IFR/IFD ?
- [13/4](#) - Atelier - Intelligence Artificielle et Compliance : quels modèles opérationnels ?
- [6/5](#) - Atelier - Prêts non performants : le retour du risque
- [1/6](#) - Atelier - Réforme de Bâle 3 : Quel nouveau cadre prudentiel pour les banques ?
- [3/6](#) - Atelier - IFD-IFR : Solutions pratiques de calcul et reporting XBRL à l'ACPR
- [15/6](#) - Séminaire - Les Rendez-vous de la Régulation financière et de la Conformité (18e édition)
- [29/6](#) - Séminaire - Investissements durables et critères ESG : dernières avancées réglementaires et nouveaux enjeux
- [8/9](#) - Matinale – Le Cloud bancaire (Rapport du Haut Comité Juridique de la Place financière de Paris)
- [9/11](#) - Matinale – La réglementation est-elle écologique ? L'exemple de la directive Solvabilité II
- [16/11](#) - Atelier – Epargne retraite et fonds de pension : quelles orientations ?
- [19/11](#) - Matinale - Les banques, solution d'une croissance durable dans la période post-COVID ? (J. Beyssade et C. Peicuti, auteurs du livre « Maintenant, le XXIe siècle peut vraiment commencer »)
- [24/11](#) - Matinale – Les principaux enjeux de la réglementation bancaire (Dominique Laboureux, Secrétaire général de l'ACPR)
- [3/12](#) - Matinale – Les grands chantiers institutionnels et financiers européens à la veille de la présidence française : un regard de la BCE (Boris Kisselevsky, Représentant de la BCE à Bruxelles)
- [7/12](#) - Séminaire - Les Rendez-vous de la Régulation financière et de la Conformité (19e édition)
- [7/12](#) – Conférence – *Cyber risks, cyber insurance and financial stability* (en association avec l'Institut Louis Bachelier, l'ACPR et l'Institut des Actuaire)
- [15/12](#) – Matinale - Sortie de crise, problématiques structurelles et nouveaux défis : les enjeux pour le secteur bancaire européen et priorités d'action de l'ABE (F.-L. Michaud, Directeur Exécutif de l'ABE)

### FORUM

- [1/12](#) - Monnaie Numérique de Banque Centrale et *stablecoins*

### REF

- [13/9](#) - Les nouveaux enjeux de l'intermédiation financière – REF 142

## Cartographie des manifestations Expertise en 2021

CARTOGRAPHIE AEFR 2021 EXPERTISE		Banque		Assurance		AM	Entr. Invest.	Corporates	Fintech
Code couleur: Séminaires - Ateliers - Matinales	Chiffre = mois	Banque	Retail	Assureurs	Intermédiaires				
<b>Réglementation</b>	7 <sup>e</sup> RV de la Régulation - 06								
	8 <sup>e</sup> RV de la Régulation - 12								
<b>Risques</b>	Prudentiel	Transposition Bâle III - 06		Révision S2 - 01			IFR-IFD - 04 et 06		
	Pilotage								
	Recovery/resolution								
	Crédit	Guidelines EBA octroi de crédit - 01							
		Prêts non performants - 05							
	Marchés	FRTB / IBOR - 02							
	Liquidité								
	Risq. Op.								
	Cyber-risques	Cyber risks, cyber insurance and financial stability - 12							
	Régulation	Le risque de régulation : la réglementation est-elle écologique - 10							
		Enjeux réglement. bancaire (D. Laboureix) - 10							
		Résilience secteur bancaire (Beysade) - 11							
		Priorités d'action EBA (FL Michaud) - 12							
		Regards BCE sur grands chantiers institutionnels européens (B. Kisselevsky) - 12							
<b>Conformité</b>	Outils								
	Conduct	Conduct - 03							
	LAB-FT								
	Abus de marché								
	Corruption								
	Gestion des données	Intelligence artificielle et compliance - 04							
	Gouvernance produits								
<b>Gestion interne</b>	Contrôle interne								
<b>Gestion interne</b>	Gouvernance	Gouvernance responsable et société digitale - 03							
<b>Distribution</b>									
<b>Institutions</b>									
<b>Projets européens</b>									
<b>Finance durable</b>	Reporting extra-fin.								
	Cadre européen	Investissement durable et critères ESG - 06							
<b>Juridique</b>									
<b>Fiscalité</b>									
<b>IFRS - Comptabilité</b>									
<b>Financements</b>		NEUCP - 03							
<b>Marchés</b>									
<b>Infra. de marché</b>									
<b>Palements</b>									
<b>Indices</b>		FRTB / IBOR - 02							
<b>Technologie</b>	Cloud	Cloud computing et banques (HCJP) - 09							
<b>Crypto actifs</b>									
<b>Brexit</b>									
<b>Economie</b>				Epargne retraite - 10					

## Intervenants 2021

### *Régulateurs / Secteur public*

#### **ACPR**

Philippe BERTHO, Directeur de la deuxième Direction du contrôle des banques  
Laurent DUPONT, Expert IA et Data Science Pôle Fintech/Innovation  
Pascal JOURDAIN, Spécialiste bancaire international, Direction des affaires Internationales  
Dominique LABOUREIX, Secrétaire général  
Mathilde LALALAUE-LABAYLE, Adjointe au Chef du Service Affaires bancaires internationales  
Stephen LECOURT, Expert en risques de marché  
Gwenola TROTIN, Cheffe du Service des affaires internationales Assurance

#### **Autorité Bancaire Européenne**

François-Louis MICHAUD, Directeur Exécutif

#### **Autorité des Marchés Financiers**

Viet-Linh NGUYEN, Adjoint à la Directrice de la Division Affaires Européennes et Internationales

#### **Banque Centrale Européenne**

Boris KISSELEVSKY, Représentant permanent à Bruxelles

#### **Banque de France**

Denis BEAU, Premier Sous-gouverneur  
Jean-Michel BOUCARUT, Directeur de la mise en œuvre de la politique monétaire  
Pascal CESCO, Déontologue  
Emmanuelle TRICHET, Chef du Service des titres de créances négociables

#### **Direction générale du Trésor**

Thomas BRISSET, Adjoint au Chef du Bureau de l'Épargne et du marché financier  
Armel CASTETS, Chef du Bureau de l'Épargne et du marché financier  
Charlotte GARDES, Adjointe au chef du bureau Finance durable, Droit des sociétés, Comptabilité et  
Gouvernance des entreprises, en charge de la finance durable et du risque climatique

### *Banques*

Jacques BEYSSADE, Secrétaire général, Groupe BPCE  
Sandrine BOGEY-LELEU, Juriste Conseil Référent, Direction juridique Groupe, BPCE  
Véronique DE LA BACHELERIE, Directeur exécutif, Société Générale Consulting & Transformation  
Frédéric FADAT, Responsable du Desk NEU CP, Crédit Agricole CIB  
Laurent GIOVANETTI, Trésorier, Crédit Agricole  
Bertrand LAMOUREUX, Global Markets Regulatory Watch and Advocacy, Natixis  
Véronique MATHAUD, Consultant senior en stratégie SI risques et finance, Société Générale  
Stéphanie MAAREK, Chief Conduct & Control Officer, CIB & Global Markets, BNP Paribas  
Véronique ORMEZZANO, Directrice des Affaires réglementaires, BNP Paribas  
Nicolas PATRIGOT, Directeur Normes comptables et prudentielles, Groupe BPCE  
Cristina PEICUTI, Economiste, Natixis

### *Compagnies d'assurance*

Mireille AUBRY, Responsable Veille, Méthodes & Optimisation - Direction des risques, Covea  
Stéphane LE MER, Département Prudentiel, Direction des Risques Groupe, CNP Assurances  
Pascal MICHARD, Président, Aéma Groupe (Groupe Aésio Mutuelle - MACIF)  
David MISERAY, Chargé de mission BU BPCE & Retraite-Emprunteurs Europe, CNP Assurances

### *Sociétés de gestion*

Auréliе BAUDHUIN, Directrice de la Recherche ISR, Meeschaert AM  
Laurence CARON-HABIB, Responsable des Affaires publiques, BNP Paribas AM  
Géraud du DESCHAUX, Directeur de projet, Exane  
Arnaud SCHWEBEL, Global Head of Retirement Solutions, BNP Paribas AM

### *Fintechs*

Steve BERDAH, CTO, UBPartner  
Antoine BOURDAIS, Vice President Business Development, Invoke  
Thierry DUCHAMP, CEO, Scaled Risk  
Roger HADDAD, Président, UBPartner  
Hervé LABBE, Directeur général, NowCP  
Jean-Michel PAILHON, Chief of staff, Ledger  
Miroslav PETROV, Co-founder & Product Director, Fortia Financial Solution

### *Corporates*

Jun DUMOLARD, Directeur Finances et Trésorerie, UNEDIC  
Florence TRESARRIEU, Group Treasurer, Pernod Ricard

### *Cabinets de conseil*

Eden AGBOJAN, Associate Partner, EY Financial Services  
Frédéric BERNARD, Product Specialist Risk, AxiomSL  
Marianne COENEN, Directrice Conseil comptable et réglementaire Banque, BM&A  
Alick DUPUIS, Consultant, Cognizant  
Vincent DUPRIEZ, Partner- Actuariat, EY  
Tiphaine DURIEZ, Associée Services financiers, Akeance Consulting  
David LABELLA, Directeur, responsable veille règlementaire bancaire, Mazars  
Pierre LAHBABI, CEO, Galitt (Groupe Sopra Steria)  
Kevin LE DENIC, Partner Data Advisory France, Mazars  
Vincent LEFEVRE, Directeur Services Financiers, Sopra Steria Next  
Sylvie MIET, Associée Regulatory Bank, KPMG  
Maria MOREIRA, Research and Portfolio Management Specialist, Refinitiv  
Marie Agnès NICOLET, Présidente, Regulation Partners  
Alice NOIZET, Partner Forensic, Mazars  
Pauline PELISSIER, Director Financial Services Consulting, Mazars UK  
Valérie PILCER, Conseil Risques, Gouvernance, Transformation digitale et RSE, Pilcer & Associés  
Edwige REY, Associée, Responsable RSE et Développement durable, Mazars  
Lisa REGAN, Head of Enterprise Sales EMEA, Refinitiv  
Matthieu RIBES, Partner Conseil Financial Services, Mazars  
Stéphane SALABERT, Associé Advisory Risques et conformité, KPMG  
Thomas VERDIN, Directeur Exécutif Pôle Banque Assurance, BM&A  
Patrick ZERBIB, Partner, Mazars USA

### *Avocats*

Hubert DE VAUPLANE - Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP  
Frédéric LACROIX, Avocat associé, Clifford Chance Europe LLP  
Quentin LOGIE, Senior Associate, EY Société d'Avocats

### *Associations professionnelles*

Emmanuel de FOURNOUX, Directeur des Activités de Marché, AMAFI  
Gonzalo GASOS, Senior Director Prudential Policy and Supervision, European Banking Federation

### *Académiques*

Jézabel COUPPEY-SOUBEYRAN, Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Vivien LEVY-GARBOUA, Professeur associé, Institut d'Etudes Politiques de Paris  
Olivier PASTRE, Conseiller scientifique de la Revue d'Economie Financière  
Jean-Charles ROCHET, membre associé, Toulouse School of Economics  
Guillaume VUILLEMET, Professeur associé en Finance, HEC  
Christian WALTER, Professeur des universités, Titulaire de la chaire « Éthique et Finance » du Collège d'études mondiales, Fondation Maison des Sciences de l'Homme

### *Divers*

Marie BRIERE, Directrice scientifique du Programme FaIR, Institut Louis Bachelier  
Alain LAURIN, Associate Managing Director, Financial Institutions Group, Moody's Investors Services  
Gilles MAGUET, Délégué Général, XBRL France  
Maximilien NAYARADOU, Directeur Général, Finance Innovation

# Programmation (projet au 20/04) des manifestations Expertise en 2022

Programmation AEFR 2022 (projet 14/4)	Sujet	Contenu	Intervenants	Date	Partenariat
<b>Séminaires</b>					
	LCT-FT : évolution du cadre et des outils	Évolutions du cadre réglementaire (perspective de mise en place de l'AMLA), analyse des sanctions, procédures de contrôle, nouveaux outils (onboarding, gestion des alertes)	Mazars, AMF, Bird&Bird, OCBF, Inetum Consulting	18-janv	
	La lutte contre la corruption : état des lieux	Rappel du cadre réglementaire (guidelines AFA), structuration et mise en œuvre des programmes de lutte anticorruption, jurisprudence récente, outils opérationnels	AFA, avocat, compliance banque, conseil, regtech, OCDE	Mai	Cabinet Taj
	Les évolutions de la fonction Compliance : portée et outils	Étendue de la fonction, spécificités des différents secteurs (banque/ass., AM), coût de la fonction, nouveaux outils, responsabilités	superviseur, conformité secteur financier (banque, assurance, AM) et conformité corporate, fintech/regtech/complitech	Mai	
	La softlaw : nature et portée	Nature (lignes directrices, guidelines, standards...), recensement (France, Europe, international), portée, sanctions	Régulateur, avocat, universitaire, juriste de banque	09-juin	ANIB
	RV de la régulation (20e édition)	Actualité réglementaire du semestre écoulé et perspectives du semestre suivant	Trésor, avocat, conseil, établissement financier, asso. professionnelle	21-juin	Trésor, Kramer Levin, Regulation Partners
	Les engagements d'information sur la finance durable : modalités et responsabilités	Rappel des exigences réglementaire, organisation pour fournir les données, responsabilités pour éventuelle non-tenu des engagements (greenwashing)	AMF, Trésor, banque, cie assurance, SGP, conseil	28-juin	
	L'Union bancaire : enjeux et chantiers résiduels	Étendue et importance des sujets résiduels (garantie des dépôts, débat home/host, contraintes de circulation du cash), enjeux pour les acteurs	Commission, EBA, FBF, banques, agence notation	Juillet	
	Les outils de recapitalisation des entreprises	Réponses d'urgence des autorités aux besoins des entreprises durant la crise du covid et état des lieux, ampleur des besoins en fonds propres des entreprises, attentes des entreprises, réponse des marchés de capitaux, offre des marchés boursiers, attentes des investisseurs, apports des titres hybrides	Trésor, ACPR, AFME/assureur crédit, DFCG, banque, Euronext, AF21, universitaire, Ministère des PME	Juillet	
	Les droits des personnes contrôlées : présentation/analyse des garanties des droits des personnes lors des procédures de contrôle/de sanction dans le secteur financier, règles et bonnes pratiques	Scope : Précontentieux (enquêtes/contrôles) et contentieux (procédures de sanction), personnes physiques et morales, superviseurs du secteur financier (BCE, ACPR, AMF) et global (AFA, CNIL, Aut. Concu., DGCCRF, autres ?), garanties procédurales (droits de la défense, principe du contradictoire), intervention de l'avocat, bonnes pratiques	Régulateurs, avocat, établissements financiers	Septembre	FTMS
<b>Matinales</b>					
Matinales HCJP	L'assurance des risques cyber		Me P. Minor	09-mars	HCJP
	L'adéquation du droit des fonds d'investissement et du droit des sociétés		St. Puel (Gide)	Mai	HCJP
	L'extraterritorialité du droit financier européen		Me P. Minor (CA) / F. Martucci (Paris II)	Juin	HCJP
	Les propositions d'évolutions réglementaires relatives aux titres financiers nominatifs inscrits sur Blockchain		H. de Vauplane (Kramer Levin)		
	La règle américaine Qualified Financial Contract Stay rule et ses conséquences pour le secteur bancaire européen		A. Bernstein (Cleary Gottlieb)		
Matinales HCJP	État des lieux juridique et pratique des dispositifs de signalement, prévention et transparence relatifs aux risques extra-financiers des grandes sociétés		Fr. Drummond (Paris II) / JB Carpentier (Veolia)		
	La finance verte sous l'angle des produits		St. Puel (Gide)		
	1er bilan des Chambres de contentieux internat. du Trib. Commerce et de la Cour d'appel de Paris		A. Hamelle (Total Energies)		
	Verena Ross, ESMA	How to regulate European markets in a challenging international environment ?		16-mars	
	Jean-Paul Faugère, ACPR	Les enjeux de la régulation européenne dans le secteur de l'assurance, actualité des travaux de l'ACPR		05-avr	
Matinales personnalités de la régulation	Jean-Paul Gauzès, EFRAG	L'EFRAG : une nouvelle mission de conseiller de la Commission européenne		17-mai	
	DG FISMA				
	EIOPA				
	CNIL				
	autres (commissaires européens, députés européens, ...)				
Autres personnalités	A préciser				
Matinales recherche	A préciser				
Matinales économie	Point macro-économique		S. Broyer (S&P)	juin	
Autres à préciser					
<b>Ateliers</b>					
Ateliers classiques	Articulation normes comptables / normes prudentielles	Cohabitation et cohérence entre normes comptables et normes prudentielles pour l'évaluation des risques : impact sur le traitement des instruments financiers, la valorisation des prêts non performants ou les méthodes de consolidation	ACPR, KPMG, BPCE, Moody's	01-févr	
	Crowdfunding : impact du nouveau cadre européen (Règlement relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs) applicable depuis 10/11/21	Analyse de l'impact en termes d'agrément et en termes de business model	AMF, Financement Participatif France, 3 plateformes de crowdfunding	08-févr	
	Structures de marché post-Brexit	Point de situation sur la réglementation (exemptions) et les acteurs (CCP)	ESMA, KPMG Avocats, LSE, SG CIB	24-mars	
	Le rôle de l'actionnaire dans la Gouvernance d'une société : passif, actif ou activiste ?	Réglementation applicable aux actionnaires (individuels et professionnels), modes d'action et stratégies (court terme, long terme), impact de l'activisme actionnarial sur la gouvernance d'une société et plus spécifiquement en matière de critères ESG	AMF, F2IC, AFG, Phitrust, Député VP Comm. Finances	23-mai	
	La protection des investisseurs individuels est-elle suffisante ?	Identité de l'actionnaire individuel, aperçu de la réglementation applicable ex ante au particulier entrant sur les marchés, efficacité des barrières à l'entrée (profil de risque), enjeux d'éducation	AMF (Observatoire de l'Épargne), Fédération des Investisseurs Individuels et des Clubs d'Investissement, Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine, banque en ligne	mai	
	La liquidité des fonds : exigences et modalités de pilotage	Réglementation, outils de pilotage, pratiques, attentes, contraintes	AMF, AFG, SGP, cabinet de conseil	mai	
	Directive sur les gestionnaires et acheteurs de crédits : enjeu pour la gestion des bilans bancaires	Directive entrée en vigueur le 28/12/21, transposition à intervenir au plus tard le 29/12/23. Impact sur la gestion des prêts non performants dans les bilans bancaires	ACPR/EBA, banque, cabinet de conseil	mai	
	La gouvernance d'entreprise	Cadre réglementaire (réglementation et soft law), pratiques, attentes des investisseurs	SFAF, MEDEF, BPCE, Meschaert	01-juin	
	L'impact opérationnel des projets IREF et IRES de reporting bancaire		ACPR, cabinet de conseil, banque	juin	Sopra Steria
	Les avancées dans la mise en œuvre de Bâle 3		ACPR, banque, agence notation, cabinet conseil	juin	
	L'articulation ACPR/BCE pour la supervision bancaire	Évolutions du contrôle sur place dans le cadre du MSU (nouvelles pratiques, défis d'articulation entre l'ACPR et la BCE, défis pour les établissements...), discussion générale sur l'efficacité de la supervision (analyse défaillances récentes)	ACPR (Direction des contrôles sur place), 2-3 banques	juin	
	Titrisation : comment progresser ?	Point de marché, dispositif réglementaire, initiatives envisagées	EBA, ACPR, Crédit Agricole, emetteur, PCS	juillet	
	Révision de MIFIR : objectifs, enjeux et impacts	Objectifs (renforcement transparence et disponibilité des données de marché, suppression des obstacles à un système consolidé de publication...), enjeux (liquidité, égalité des conditions de concurrence entre les plateformes d'exécution, compétitivité des infrastructures de marché de l'UE)	Commission européenne, AMF, banque, Euronext, cabinet de conseil	juillet	
	Résolution : finalisation dans la banque, avancement dans l'assurance			juillet	
	Les enjeux des différences réglementaires entre zones/juridictions	Enjeu de compétitivité d'un level playing field écorné, enjeu opérationnel de surveillance dans un groupe international.		juillet	
	Initiatives européennes dans le numérique			septembre	
	Supervision vs Régulation	L'articulation entre la supervision et la régulation : la pratique de la supervision aboutit-elle à constituer une norme de régulation ?	BCE (E. McCaul)	septembre	
	L'encadrement prudentiel des cryptoactifs			septembre	
	La réglementation du marché du carbone			septembre	
	Les SI : sécurité et gouvernance			octobre	
Les engagements finance durable (cycle administrateurs)	Pour les administrateurs banque, assurance, SGP		octobre		
Contrôle interne : enjeux, règles et bonnes pratiques			octobre		
Les dispositifs de sous-traitance dans le secteur financier : responsabilité et contrôle			octobre		
Paiements et protection des données			novembre		
Situation concurrentielle Banques Europe vs US	Enjeux de surveillance dans un groupe international.				
L'intégration de la durabilité dans les règles prudentielles					
Le parcours client dans la banque					
Les perspectives de Monnaie numérique de banque centrale					
Coopération avec Institut Louis Bachelier	Responsible Artificial Intelligence				
Présentation résultats de contrôles SPOT AMF	L'élargissement du spectre des apports des robo-advisors				
A déterminer / confirmer					
<b>Conférences</b>					
Les Entretiens de l'AEFR	La régulation financière : outil de sécurité, d'orientation ou de concurrence ? (à l'occasion de l'AG de l'AEFR)		DG FISMA, ESA, groupe bancaire, Pr. de droit corporate, économiste	02-juin	
	Bilan de la présidence française de l'Union européenne		Trésor, Bdf/ACPR, AMF, EBA et/ou ESMA, groupe bancaire, cie ass., SGP, cab. conseil, agence notation	04-oct	

## Cartographie des manifestations Expertise 2022

CARTOGRAPHIE AEFR 2022 EXPERTISE		Banque		Assurance		Gestion d'actifs	Entr. Invest.	Corporates	Fintech	
Code de couleur : Séminaires - Ateliers - Mainiales - Conférences	Chiffre = mois ; gras = réalisé	Banque	Retail	Assureurs	Intermédiaires					
Réglementation	20e RV de la Régulation - 06	Actualité réglementaire transversale								
	21e RV de la Régulation - 12	Actualité réglementaire transversale								
	Régulation	La régulation financière : outil de sécurité, d'orientation ou de concurrence - 06								
		V. Ross - How to regulate European markets in a challenging international environment ? (V. Ross) - 03								
		Enjeux régl. assurance (JP Faugère) - 04								
		Nouvelles orientations de l'EFRAG (JP Gauzès) - 05								
		La softlaw - 06								
		Articulation Supervision ACPR-BCE - 06								
		Enjeux des écarts réglementaires - 07								
		Régulation vs supervision - 09								
Finalisation de l'Union bancaire - 07										
Bilan de la présidence française de l'UE - 10										
Risques	Prudentiel	Avancées Bâle III - 06								
	Normes prudentielles vs comptables - 02									
	Pilotage									
	Recovery/resolution	Résolution dans la banque et l'assurance - 07								
	Crédit	Directive acheteurs de crédits - 05								
	Marchés									
	Liquidité					Liquidité fonds - 05				
	Risq. Op.									
	Cyber-risques	L'assurabilité des risques cyber - 03								
Reporting	Reporting IReF-IRES - 06									
Conformité	Fonction / Outils	La fonction compliance : portée et évolution - 05								
	Conduct									
	LAB-FT	LCB-FT : avancées et outils - 01								
	Abus de marché									
	Corruption	La lutte contre la corruption - 05								
	Gestion des données	Paiements et protection des données - 11								
	Gouvernance produits	La protection des investisseurs - 05								
	Contrôles / sanctions	Les droits des personnes contrôlées - 09								
Gestion interne	Contrôle interne	La mise en oeuvre du contrôle interne - 10								
		Sous-traitance : responsabilité et contrôles - 10								
	Gouvernance	Le rôle de l'actionnaire : actif, passif ou activiste ? - 05								
		Gouvernance / gouvernement d'entreprise - 06								
Enjeux de sécurité des systèmes d'information - 10										
Distribution										
Projets européens	Initiatives européennes dans le numérique - 09									
Finance durable	Reporting extra-fin.	Disclosure ESG - 06								
	Cadre européen	Réglementation du marché du carbone - 09								
Juridique	HCJP - Adéquation du droit des fonds d'investissement et du droit des sociétés									
	HCJP - L'extraterritorialité du droit financier européen - 06									
Fiscalité										
IFRS - Comptabilité										
Financements	Crowdfunding - 02									
	Titrisation - 07									
Les outils de recapitalisation des entreprises - 07										
Marchés										
Infra. de marché	Infrastructures de marché post-Brexit - 03									
Révision MIFIR - 07										
Paiements										
Cryptoactifs	Cadre réglementaire des cryptomonnaies - 09									
Economie	Point macroéconomique (S&P) - 06									

## Composition des Conseils d'orientation

### **Debate papers** - Président : Robert Ophèle (depuis février 2022)

- . AMF : Jérôme Reboul, Secrétaire général adjt, Dir. de la Régulation et des Affaires internationales
- . BNPP : Véronique Ormezzano, Directrice des Affaires réglementaires
- . CDC : Sophie Barbier, Directrice du département Europe, Direction des relations institutionnelles, internationales et européennes
- . Covéa : Stéphane Cossé, Directeur des Affaires publiques
- . Engie : Jean-Marc Turchini, Head of Corporate Finance
- . Euronext : Delphine d'Amarzit, Directrice Générale Euronext Paris
- . Goldman Sachs : Marc d'Andlau, Head of Distribution for Fixed Income, Currency & Distribution
- . La Banque Postale : François-Régis Benois, Directeur Adjoint des Affaires publiques
- . Mazars : Fabrice Demarigny, Avocat associé, Responsable global de l'activité Capital Markets
- . Natacha Valla, Doyenne de l'École du management et de l'innovation de Sciences Po
- . Nicolas Véron, *Senior Fellow* à Bruegel et au Peterson Institute for International Economics

### **Expertise Régulation financière** - Président : Alain Papiasse ; Vice-Président : Edouard de Lencquesaing

- . AMF : Frédéric Pelèse, Dir. adjoint de la Direction de la régulation et des affaires internationales
- . Banque de France/ACPR : Emmanuel Rocher, Directeur des affaires internationales, ACPR
- . DG Trésor : Eve Maurice, Adjointe au Chef du bureau Epargne et marchés financiers
- . Akeance : Tiphaine Duriez, Associée Services financiers
- . Amundi : Simon Janin, Directeur des Affaires publiques
- . Arkea : Guillaume Hardy, Directeur des relations institutionnelles
- . CNP : Jean-Philippe Médecin, Directeur du Département Compte propre et financement
- . EDF : Bernard Descreux, Directeur financements et trésorerie Groupe
- . Gide : Stéphane Puel, Associé
- . Goldman Sachs : Jean-Nicolas Barbier, Head of Compliance
- . KPMG : Sylvie Miet, Associée Services financiers
- . Moody's Investors Services : Alain Laurin, Associate Managing Director, Financial Institutions
- . Société Générale : Jean-Philippe Cavrois, Senior Strategic Advisor
- . Sopra Steria : Vincent Lefèvre, Directeur Conseil Banque

### **Forums** - Président : Didier Valet

- . AFG : Eric Pinon, Président
- . AMF : Julie Ansidei, Responsable Stratégie et Finance durable, Secrétaire du ComEx
- . Axa : Patricia Plas, Directrice des Affaires publiques Groupe
- . BlackRock : Martin Parkes, Managing Director, Global Public Policy Group
- . Citigroup : Cécile Ratcliffe, Country Officer, Head of Corporate Banking
- . Crédit Mutuel : Françoise Cauvin, Directrice de cabinet du Président et du Directeur général
- . Euronext : Delphine d'Amarzit, Directrice générale Euronext Paris
- . Gimar & Co : Stéphane Olmi, Gérant
- . Kramer Levin : Hubert de Vauplane, Associé
- . SCOR : Benoît Hugonin, Directeur des Affaires prudentielles et réglementaires
- . Sopra Steria /Galitt: Pierre Lahbabi, Président
- . Tikehau : Geoffroy Renard, Secrétaire général

### **REF** - Président : François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

- . Jean-Pascal Beaufret, Goldman Sachs
- . Pervenche Berès, AEFR
- . Bruno Cabrillac, Banque de France



- . Afif Chelbi, Banque Internationale Arabe de Tunisie
- . Jean Cheval, Natixis
- . Benoit Coeuré, Banque des Règlements Internationaux
- . Augustin de Romanet, Paris Europlace <mailto:augustin.deromanet@adp.fr>
- . Ambroise Fayolle, BEI
- . Bernard Gainnier, Finance Innovation
- . Antoine Gosset-Grainville, BDGS
- . Olivier Guersent, Commission Européenne
- . Nezha Hayat, Autorité Marocaine du Marché des Capitaux
- . Elyès Jouini, Paris Dauphine
- . Hans-Helmut Kotz, Leibniz Institute for Financial Research SAFE / Center for Financial Studies
- . Eric Lombard, Caisse des Dépôts
- . Emmanuel Moulin, Direction Générale du Trésor
- . Christian Noyer, Banque de France
- . Robert Ophèle, Autorité des Marchés Financiers
- . Alain Papiasse, BNP Paribas
- . Olivier Pastré, REF
- . Patricia Plas, Axa
- . Odile Renaud-Basso, BERD
- . Rémy Rioux, AFD
- . Patrick Soulard, UniCredit
- . Jean-Luc Tavernier, INSEE
- . Didier Valet, Institut Louis Bachelier
- . Claire Waysand, Engie